

8^e JOUR DE LA GRÈVE DE LA FAIM DES ENSEIGNANTS CONTRACTUELS**C'est l'impasse !**

Pour les enseignants contractuels en grève de la faim et en sit-in permanent à Boudouaou, la fin de la journée et le début de la nuit d'avant-hier (samedi) étaient très riches en événements.

En effet, durant ce laps de temps, l'actualité des protestataires s'est brusquement emballée. Il y a eu d'abord le retour des trois représentants des grévistes qui ont rencontré, pendant plusieurs heures, la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit-Remaoun.

Hier matin, nous avons donc sollicité Bachir Saïdi, coordinateur national et chef de la délégation des enseignants pour nous faire le bilan de cette rencontre qui n'a finalement abouti sur rien de concret. «Madame la ministre nous a rappelé sa proposition concernant l'attribution des points dans le calcul comme prime sur l'expérience des contractuels, avec un point par année pour un maximum de 6 points. A cette proposition nous lui avons dit que le nombre de postes est limité sinon inexistant.

La ministre s'est, en outre, engagée à résoudre le problème de la paie et des primes des contractuels. Elle a, par ailleurs, affirmé que le concours se déroulera dans la transparence. A ce propos, elle nous a assuré qu'elle compte installer une commission mixte avec des partenaires sociaux pour garantir cette transparence.

La seule nouvelle proposition de la ministre est celle relative à la reconduction des contrats des enseignants contractuels qui échoueront au concours. Pour notre part, nous lui avons dit que nous revendiquons l'intégration sans condition.»

Après le retour des 4 membres de la délégation des enseignants à Boudouaou, ils ont été suivis d'une délégation comprenant pratiquement tout le staff du cabinet

de Benghebrit. Ces hauts fonctionnaires voulaient discuter directement avec les grévistes à Boudouaou. Seulement, les deux parties ne sont pas tombées d'accord sur le lieu où devait se dérouler ce dialogue. Les hauts fonctionnaires demandaient aux grévistes de les rejoindre au lycée des Frères Guouigah de Boudouaou, pas loin du lieu de cette protestation.

Les enseignants protestataires ont refusé. «Depuis une semaine, vous nous avez laissé vivre dans la rue, sous la pluie et dans le froid, en nous refusant le lycée en question pour l'hébergement des grévistes de la faim. Nous refusons de débattre avec vous loin de l'endroit où nous sommes.» C'est la réplique des grévistes.

La tentative de contact s'est arrêtée à ce stade. Hier dimanche, il semblait que la situation était dans l'impasse. C'est la question que nous avons posée au coordinateur national. «Maintenant, la solution ne pourrait venir que d'une décision politique du président de la République.» Telle est la réponse de ce responsable.

Cette idée d'une intervention politique au plus haut sommet de l'Etat a été émise depuis longtemps par bon nombre de grévistes. Hier dans la matinée, aucune perspective de solution ne se dégageait.

Grève nationale du Cnapeste

Dans la nuit de samedi, les grévistes de Boudouaou ont reçu les membres du Conseil national du Cnapeste qui venaient de sortir des travaux de leur Conseil national, réuni en session ordinaire.



La santé des grévistes se dégrade de jour en jour.

re. En plus du soutien moral et matériel qu'ils ont apporté aux grévistes, les dirigeants de ce syndicat ont informé les enseignants contractuels que leur instance a pris la décision d'aller à une grève nationale et des regroupements des enseignants au niveau des DEW (Direction de l'éducation de wilaya) le mercredi 13 avril. L'action est décidée en soutien à leur revendication.

Actions de soutien

Dans la matinée d'hier, les grévistes de la faim et ceux en sit-in permanent ont reçu beaucoup de soutiens. Ainsi, les enseignants et les élèves du lycée Halaïmi sont venus en nombre rendre visite aux grévistes de la faim et leur apporter leur soutien. «Chaâb Yourid El Idmadj !» «arfaarasseykyaoustade, l'intégration est un droit !» «Assa azeka el idmadjyellayella !» «Sellal au Hilton, l'enseignant sous un gilet !» «Où est le Président ? La dignité de l'enseignant est bafouée», ont longtemps chanté les lycéennes et les lycéens avec leur énergie juvénile.

ministre de l'Education, qui est très intelligente et compétente, trouvera une solution à ce problème», nous a-t-il déclaré.

Nekkaz, lors de son intervention devant les grévistes, a tenté de faire une intrusion dans le domaine politique, fustigeant A. Bouchouareb, le ministre de l'Industrie et des Mines disant qu'il ne devrait plus être ministre. Il a été très rapidement rattrapé par les grévistes qui ont scandé leur refrain «nous ne sommes pas des politiciens. Nous revendiquons l'intégration sans condition !»

Précarité de la santé des grévistes

La santé de certains grévistes de la faim se dégrade de jour en jour. Il y a en effet le cas de l'enseignant de Ouargla, Noui Sellami, qui a été évacué trois fois durant une même journée. Hier il a été évacué une quatrième fois presque dans un état comateux et il a été gardé en observation.

Durant la visite de Nekkaz, c'était le tour de Hanane, la coordinatrice de Boumerdès, pourtant pleine d'énergie, d'être rattrapée par l'épuisement. Elle s'est éroulée en perdant connaissance.

Abachi L.

Le Cnapest appelle à une journée de grève mercredi

Le Cnapest (Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique) a décidé d'une journée de grève le mercredi prochain.

Le syndicat appelle aussi à des sit-in au niveau des Directions de l'éducation à travers le territoire national. Le Cnapest demande la protection des enseignants contractuels de toute forme d'abus administrative. Le syndicat appelle, par ailleurs, ses adhérents à s'impliquer dans tous les dossiers pédagogiques en lien avec la réforme du baccalauréat, la réforme scolaire et la lutte contre la violence en milieu scolaire.

S. A.

UN PRÉAVIS DE GRÈVE A ÉTÉ DÉPOSÉ HIER

Les praticiens de santé publique renouent avec la protestation

Le Syndicat national des praticiens de santé publique (SNPSP) renoue avec la protestation. Le syndicat, qui a tenu un conseil national extraordinaire, a décidé d'une série d'actions de protestation. Les praticiens comptent déclencher une grève nationale le 18, 25 et 26 avril prochain.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Nouveau bras de fer entre le ministère de la Santé et les praticiens de santé publique. Le syndicat du SNPSP, qui dénonce le retard «accumulé» dans la prise en charge de sa plateforme de revendications, a déposé hier un préavis de grève.

Le syndicat a décidé d'une grève nationale le 18, 25 et le 26 avril prochain, accompagnée d'un sit-in national devant le ministère de la Santé.

Le SNPSP a prévu aussi trois jours de grève à partir du 2 mai prochain. Dans un communiqué rendu public, le syndicat estime

qu'aucune démarche n'a été proposée quant au respect des engagements pris par la tutelle lors d'un PV signé en mai 2015.

Le syndicat dénonce «le retard accumulé dans la prise en charge des revendications légitimes, en souffrance depuis 2012, notamment pour la préservation d'un reliquat d'ancienneté dans le grade de principal pour les praticiens ayant cumulé 10 ans et plus au 31 décembre 2012, le dossier de l'alignement et de la classification du doctorat en médecine dentaire et en pharmacie sur la grille des salaires ainsi que le droit consacré à tous les fonctionnaires

de pouvoir réviser et amender les textes réglementaires qui gèrent leur carrière professionnelle, la multiplication des actes de violences, verbales et physiques, à l'égard du personnel soignant au niveau des établissements de santé publique en l'absence de protections concrètes et l'ingérence de l'administration de tutelle dans le fonctionnement des organisations syndicales en violation des dispositions prévues par la loi 90-14 du 02 juin 1990, modifiée et complétée».

Pourtant, le mois de mars dernier, le ministre de la Santé s'est engagé lors de ses trois réunions avec les praticiens généralistes, les spécialistes et les enseignants hospitalo-universitaires à «consacrer le dialogue comme démarche stratégique avec les partenaires sociaux et à user de toutes ses prérogatives afin que les revendications du corps médical trouvent des solutions».



Les praticiens de la santé dénoncent le retard dans la prise en charge des revendications.

Le partenaire social de son côté, s'est félicité de cette démarche du dialogue auquel il

s'engage à souscrire pour la stabilité du secteur. Le SNPSP affirme cependant qu'il n'a jamais été convié à cette réunion.

S. A.